

Benjamin Quennesson : « Les élèves de SES sont intéressés par des réponses nuancées qui mobilisent une diversité d'approches »

[Naïri Nahapétian](#), le 8 octobre 2026

Entretien avec **Benjamin Quennesson**, co-président de l'Association des professeurs de Sciences économiques et sociales (Apses)

La discipline des sciences économiques et sociales (SES) au lycée [a 60 ans cette année](#). A cette occasion, Benjamin Quennesson, coprésident de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) revient sur l'histoire de cette matière, l'esprit qui a présidé à sa création et sur son évolution, sur laquelle il porte un regard critique.

L'Apses, organisation créée en 1971, qui regroupe environ 2 200 enseignants de la discipline, soit plus d'un tiers d'entre eux, souhaiterait en effet que les programmes soient réécrits afin de faire plus de place à l'interdisciplinarité, aux débats qui interrogent les élèves et à des thèmes importants comme l'écologie.

La discipline des sciences économiques et sociales au lycée fête ses 60 ans cette année. Quel est l'esprit qui a présidé à leur création ?

Benjamin Quennesson : Nous pouvons remonter à la fondation de la revue des Annales en 1929 par les historiens Marc Bloch, entré au Panthéon il y a peu, et Lucien Febvre : leur approche unitaire des sciences sociales, la volonté de transdisciplinarité, la rupture méthodologique et pédagogique dans la recherche et dans l'enseignement... Tous ces éléments ont ensuite infusé dans nos institutions, et abouti notamment à la création des sciences économiques et sociales (SES) dans le secondaire ou encore de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) dans le supérieur.

Puis, concrètement, en 1966, le ministre de l'Education nationale Christian Fouchet a impulsé une expérimentation, dans laquelle 200 classes de seconde ont suivi un programme d'initiation aux SES. Deux ans plus tard, cela a mené à la création de la série B au baccalauréat, avec les SES comme enseignement pivot. Dès le début, l'idée était de permettre aux élèves d'accéder à une compréhension globale du monde et de faire preuve d'esprit critique.

Les SES sont donc un enseignement assez original, qui se veut en rupture avec les disciplines de l'enseignement supérieur en croisant les matières, donc en intégrant

l'économie aux autres sciences sociales. Par exemple, des thèmes comme la famille ou l'entreprise sont alors traités d'un point de vue économique, sociologique, voire avec des outils de sciences politiques, en empruntant, sans distinction, des notions ou des méthodes de recherche à l'ensemble des sciences sociales.

L'objectif est d'être en prise avec les questions vives et les débats dans l'actualité afin de susciter l'intérêt des élèves et les amener à comprendre les grands enjeux contemporains

C'est aussi un enseignement qui repose sur une pédagogie active, qui va du concret vers l'abstrait, dans une démarche inductive, les élèves étant amenés à travailler sur des documents, des textes, des statistiques, à s'initier aux enquêtes, à l'éducation aux médias. L'objectif est d'être en prise avec les questions vives et les débats dans l'actualité afin de susciter l'intérêt des élèves et ainsi les amener à comprendre les grands enjeux contemporains. Partir des problèmes, et non délivrer d'emblée des réponses !

Aujourd'hui, on retrouve encore ces trois objectifs dans les programmes : initier les élèves aux sciences sociales, les former à l'esprit critique et les préparer à l'enseignement supérieur. Ce qui distingue les différentes conceptions de l'enseignement n'est pas forcément la reconnaissance de ces trois objectifs, mais plutôt le poids que l'on accorde à chacun. Et à partir des années 2010, on observe une évolution assez nette, avec des programmes qui accordent davantage de place à la préparation à l'enseignement supérieur et un peu moins à la formation à l'esprit critique.

Revenons sur cette évolution. Que s'est-il passé en 2010 ? Puis en 2018-2019 avec le nouveau bac ?

Il est tout à fait légitime que les programmes changent régulièrement, qu'ils soient actualisés pour prendre en compte les problématiques contemporaines. Depuis 1966, on en est au sixième programme de SES. Mais une bascule a commencé à s'opérer dans les années 1980, qui s'est accentuée à partir des années 2007-2008.

La première raison, ce sont des attaques provenant du patronat, qui considérait que l'enseignement des SES ne donnait pas une image suffisamment positive du monde de l'entreprise. Il a exercé un intense lobbying, notamment avec la création de l'Institut de l'entreprise, qui a produit ses propres documents pédagogiques. Des associations comme « Positive entreprise » sont intervenues dans la presse pour dire que les SES diffusaient une image pessimiste de l'entreprise. Et ces critiques se sont retrouvées dans les rapports de l'Académie des sciences morales et politiques composée en grande partie de dirigeants patronaux et qui ont tenté d'influencer les choix opérés lors de l'écriture des programmes.

Nous retrouvons derrière ces offensives Michel Pébereau, ancien PDG de BNP Paribas. Depuis trente ans, il s'est mis en tête que les SES devaient être au service de la bataille culturelle des milieux financiers, à savoir faire adhérer les Françaises et les Français aux

intérêts économiques des grandes entreprises. Il avait notamment déclaré en 2006 : « *Il serait peut-être bon d'effectuer un travail pédagogique de fond sur nos lycéens, comme cela a été fait par les entreprises depuis vingt ans auprès de leurs salariés, afin de les sensibiliser aux contraintes du libéralisme et à améliorer leur compétitivité, en adhérant au projet de leur entreprise.* »

Ce n'est pas en enseignant précocement le fonctionnement de l'économie de marché que les étudiants, une fois en licence, maîtriseront mieux ces concepts. Au contraire, apprendre sans comprendre peut avoir l'effet inverse

Ces attaques ont largement été relayées par des hommes politiques et notamment par Xavier Darcos, ministre de l'Education dans le gouvernement de François Fillon, qui a prétendu que la culture économique des Français était insuffisante. A ce titre, il a commandé à Roger Guesnerie, économiste au Collège de France, un rapport qui est sorti en juillet 2008 sur l'enseignement des SES. Et c'est ce rapport qui a servi de base à la réécriture des programmes de 2010.

Troisième point qui permet de comprendre cette évolution, la volonté d'une partie des universitaires et de certains collègues du secondaire (minoritaires) de séparer les disciplines, donc l'économie, la sociologie et la science politique, pour mieux correspondre à l'organisation des enseignements à l'université.

Les programmes de 2010 ont donc été davantage cloisonnés. Et les programmes de la spécialité SES dans le cadre de la réforme du bac mise en œuvre par le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer en 2018-2019 ont acté ce cloisonnement disciplinaire.

Le groupe d'experts alors en charge de la réécriture des programmes a fait peu de place aux enseignants du secondaire. On peut y noter la présence de deux membres de l'Académie des sciences morales et politiques et de Philippe Aghion qui fait en sorte de « techniciser » les programmes de SES en considérant que les élèves, et [il l'a dit publiquement](#) lors de sa récente audition au Sénat, doivent, d'abord, maîtriser les modèles et les concepts avant de pouvoir les appliquer à des problématiques relatives aux questions qu'ils pourraient se poser.

Mais il y a là un malentendu fondamental : ce n'est pas en enseignant précocement le fonctionnement de l'économie de marché, à travers la microéconomie, que les étudiants, une fois en licence, maîtriseront mieux ces concepts. Au contraire, apprendre sans comprendre peut avoir l'effet inverse. Le rôle des SES doit être d'aiguiser la curiosité, d'apprendre à réfléchir, d'appliquer des méthodes rigoureuses à l'analyse des faits économiques et sociaux.

C'était justement l'ambition des SES à leur création, et au cœur des célèbres instructions de 1967 du géographe Marcel Roncayolo, dans la lignée des Annales, aux nouveaux enseignants de cette jeune discipline juste avant la création du bac B.

Les chapitres qui ont été supprimés de l'écrit portent sur l'école, les crises financières et la justice sociale, ce que l'on regrette. Alléger ainsi le programme d'évaluation du bac, c'était diminuer encore un peu plus la formation à l'esprit critique

Les programmes de la spécialité, qui étaient aussi trop lourds, ont été allégés il y a deux ans...

Ils étaient très encyclopédiques. Et au terme d'une bataille notamment menée par l'Apses, [le ministère de l'Education a fini par entendre raison](#) et a allégé le programme de terminale visant à préparer l'épreuve écrite du baccalauréat (mais pas ceux de seconde et de première). Or, les chapitres qui ont été supprimés de l'écrit portent sur l'école, les crises financières et la justice sociale, ce que l'on regrette. Ce sont des chapitres qui permettent particulièrement de mettre en évidence les débats sur les effets du capitalisme. Alléger ainsi le programme d'évaluation du baccalauréat, c'était diminuer encore un peu plus dans notre enseignement la formation à l'esprit critique.

Ces programmes restent par ailleurs inutilement techniques. Et il y a un biais en faveur de l'économie libérale *mainstream*. Dans le nouveau référentiel de formation des professeurs de SES, il y avait même l'idée que [l'on ne devait plus évoquer, en classe, les débats en sciences sociales](#). Suite à notre mobilisation, cette phrase a été modifiée. Mais cela montre qu'il y a quand même une volonté que les débats n'aient plus leur place en SES.

On ne prend plus comme point de départ, comme on le faisait au début de l'enseignement des SES, les questions vives, les cas concrets, les faits d'actualité ou les interrogations des élèves. Il s'agit désormais d'énoncer des mécanismes, de maîtriser des modèles abstraits, ce qui rend moins accessible aux élèves les savoirs enseignés qui ne font guère sens s'ils ne sont pas illustrés. Susciter l'intérêt des élèves sur les rendements factoriels décroissants n'est pas facile... On demande donc la réécriture des programmes, afin de retrouver du pluralisme et des débats.

Que proposez-vous ?

Les thèmes de nos programmes peuvent être intéressants pour comprendre le XX^e siècle, mais ils restent insuffisants pour réfléchir au monde qui vient. Dans les programmes actuels, la croissance économique est présentée comme le seul horizon possible, y compris pour dépasser ses limites écologiques. De même, lorsque l'on parle de l'Etat, c'est uniquement comme intervenant face aux défaillances de marché, puisqu'on a supprimé le chapitre sur la justice sociale. Pourtant les élèves ne sont pas dupes : ils se posent et nous posent des questions. Débattre est une demande qui émane des élèves, qui sont intéressés par des réponses nuancées qui mobilisent une diversité d'approches.

Au sein de l'Apses, nous réfléchissons à une bifurcation pédagogique afin de réintroduire les questions environnementales dans les programmes. C'est un travail de fond que l'on

mène depuis près de quinze ans grâce à la mutualisation de nos pratiques. Il y a un espace sur notre site internet qui propose ainsi des séquences de cours.

Pouvez-vous encore appliquer des pédagogies actives ?

Cela fait partie de l'identité des SES. Mais l'absence de dédoublements pour travailler en effectifs réduits et un programme encyclopédique limitent les moments où les élèves font des recherches, tâtonnent, comme dans une démarche scientifique. Mais les enseignants de SES sont très attachés à ces pédagogies et font preuve d'une grande imagination pour continuer à les faire vivre.